

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE DU DOUBS

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE 01/DCLE/4B/N° 3135

OBJET : S.A TREVEST à BROGNARD - Extension des installations

Le Préfet de la région Franche-Comté
Préfet du Doubs

VU :

- Le titre premier du livre V du Code de l'Environnement,
- le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée,
- la nomenclature des Installations Classées,
- l'arrêté préfectoral en date du 17 juin 1997 autorisant la Société TREVEST S.A. à exploiter des installations classées sur le territoire de la commune de BROGNARD,
- la demande en date du 5 janvier 2000 par laquelle la Société TREVEST S.A sollicite l'autorisation d'étendre les activités de son établissement de BROGNARD,
- l'arrêté préfectoral n° 1063 du 10 mars 2000 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,
- le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 10 avril 2000 au 10 mai 2000,
- l'avis du conseil municipal de NOMMAY, dans sa séance du 28 avril 2000,
- l'absence d'observation des conseils municipaux de BROGNARD, ALLENJOIE, ETUPES et VIEUX CHARMONT,

- les avis du :

- ◆ Directeur Départemental de l'Equipement en date du 31 mars 2000,
- ◆ Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 28 mars 2000,
- ◆ Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 21 avril 2000,
- ◆ Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 16 mai 2000,
- ◆ Chef du Service de la Navigation Rhône Saône en date du 31 mai 2000,
- ◆ Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Doubs en date du 16 août 2000,

- l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté, en date du 12.04.01 ,

- l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 18.05.01 ,

LE pétitionnaire entendu,

- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- CONSIDERANT que la nature des produits utilisés, les dispositions constructives, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs prévus pour limiter les pollutions accidentelles sont propres à assurer la prévention des risques et d'en limiter les effets,
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, notamment en matière de rejets atmosphériques, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du département du Doubs,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Autorisation

1.1. - La Société TREVEST S.A, dont le siège social est situé au lieu-dit "Technoland" - 25460 ETUPES est autorisée à exploiter après extension les Installations Classées décrites en annexe I du présent arrêté, dans son établissement situé sur le territoire de la commune de BROGNARD au lieu-dit "Technoland".

Le bâtiment de production couvre, après extension, une superficie de 12 726 m².

1.2. - Pour l'exploitation de son établissement, l'exploitant devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral précité du 17 juin 1997 modifiées par les dispositions des articles ci-après.

1.3. - Réglementation des activités soumises à déclaration

Les activités visées à l'annexe I du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises d'une part aux dispositions du présent arrêté, d'autre part aux prescriptions types relatives aux rubriques correspondantes jointes au présent arrêté, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les Installations Classées citées à l'article 1.1.

ARTICLE 2. - Prévention de la pollution des eaux

Les articles 3.2, 3.3, 3.6.3. et 3.6.4. de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1997 sont remplacés comme suit :

« 3.2. – Règles d'aménagement applicables à tout dépôt de produits liquides

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres, 20 % de la capacité totale des fûts,

- dans tous les cas, à 800 litres minimums ou égale à la capacité totale des récipients lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

La capacité de rétention doit être maintenue propre et vide. Dans ce cadre, l'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence en procédant à l'évacuation des eaux pluviales recueillies par ces dispositifs aussi souvent que nécessaire.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

3.3. – Prélèvements et consommation d'eau

Pour ses besoins industriels, la société utilisera uniquement l'eau prélevée dans le réseau public d'alimentation, à raison de 3 500 m³/an. Aucun prélèvement dans les eaux superficielles ou souterraines n'est autorisé.

Un dispositif de mesure permettra, hebdomadairement, de relever la consommation d'eau à caractère industriel et les résultats obtenus seront portés sur un registre. Ce dernier sera mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'adduction d'eau est équipée d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

L'exploitant doit rechercher toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, les remplacements de matériel et de réfection des ateliers pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

"3.6.3. - Débit maximum des rejets réalisés dans le réseau d'assainissement au niveau du point de rejet "EI1":

- Débit maximal journalier	≤	11	m ³ /j
- Débit maximal annuel	≤	3 500	m ³ /an

3.6.4 - Flux maximum des rejets réalisés dans le réseau d'assainissement au niveau du point de rejet "EI1"

- Hydrocarbures	≤	25	g/j
- Matières en suspension	≤	1400	g/j
- DCO	≤	4500	g/j
- DBO ₅	≤	1800	g/j"

ARTICLE 3. - L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1997 est remplacé comme suit :

"ARTICLE 4 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

4.1. – Principes généraux – Aménagements

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations respectent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

4.2. – Conditions de rejets

Les émissions gazeuses doivent être canalisées et respecter les principes fixés au paragraphe 4.1 ci-dessus : il en est en particulier ainsi de celles captées et canalisées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.

Afin de permettre l'exécution de prélèvements gazeux, des dispositifs obturables, commodément accessibles, de forme et de position conformes à la norme NFX 44051, doivent être prévus sur les conduits d'évacuation susceptibles de générer une pollution atmosphérique. Les différents conduits devant être équipés sont définis en accord avec l'inspecteur des installations classées.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Les conduits ne doivent pas présenter des points anguleux et la variation de section des conduits au voisinage du débouché doit être lente et continue.

4.3. – Valeurs limites de rejets

4.3.1. – Composés Organiques Volatils

Les caractéristiques des rejets sont inférieures ou égales aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous :

Installations	Paramètres	Concentrations (émissions canalisées) mg/m ³	Flux totaux (émissions canalisées et diffuses) kg/h
Installations de pulvérisation de produit démoulant	COV Totaux (à l'exclusion du méthane)	150	7,5

A compter du 30 octobre 2005, les rejets seront ramenés aux valeurs maximales suivantes :

Installations	Paramètres	Concentrations (émissions canalisées) mg/m ³	Flux totaux (émissions canalisées et diffuses) kg/h	
			kg/h	T/an
Installations de pulvérisation de produit démoulant	COV Totaux (à l'exclusion du méthane)	110	5,5	33

Les rejets ne comporteront pas de COV issus de produits relevant :

- de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation,
- des substances à phases de risques R45, R46, R49, R60 ou de substances halogénées R40 définies dans l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification et l'étiquetage des substances.

4.3.2. - Diisocyanate de diphenylméthane (MDI)

Les concentrations en MDI en sortie d'extracteurs de l'atelier de fabrication des mousses polyuréthane n'excéderont pas 10 µg/m³.

4.4. – Suivi des consommations de solvant

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations.

Il établit également un programme d'actions de réduction d'utilisation des solvants.

L'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées le plan de gestion des solvants et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.

4.5. – Surveillance des rejets

Au moins une fois par an, une mesure des émissions de COV et de MDI est effectuée selon les normes de référence, par un organisme choisi en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

4.6. – Transmission des résultats

Les documents et résultats visés aux articles 4.4 et 4.5 ci-dessus sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

4.7. – Analyses et mesures

A la demande de l'inspecteur des installations classées, il peut être procédé à des contrôles supplémentaires des émissions atmosphériques ; les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Les prélèvements et analyses réalisés dans ce cadre doivent être effectués par un organisme soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées."

ARTICLE 4. - L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1997 est remplacé comme suit :

"ARTICLE 5 – PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

5.1. – Valeurs limites de bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf les dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les zones à émergence réglementée sont constituées par l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers et leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse).

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer, à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, selon le tableau ci-dessous :

Niveau de bruit pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés	65
Niveau de bruit pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés	55

Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues à l'article 5.2, devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins.

5.2. – Mesures périodiques

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans, à une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Ces mesures destinées, en particulier, à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander à l'exploitant de faire procéder par un organisme ou une personne qualifiée soumis à son approbation à des études ou des contrôles de la situation tant pour les bruits aériens que pour les vibrations transmises par voie solidienne. Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant."

ARTICLE 5. - L'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1997 est remplacé comme suit :

"ARTICLE 6.4 – ELIMINATION DES DECHETS

6.4.1. – Principe général

Le traitement et l'élimination des déchets, qui ne peuvent être valorisés, doivent être assurés dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées.

L'exploitant doit veiller à ce que le procédé et la filière mis en œuvre soient adaptés à ses déchets. Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1^{er} juillet 2002 du caractère ultime au sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

6.4.2. - Destination des déchets

Les déchets que l'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur de son établissement sont fixés comme suit :

- déchets industriels spéciaux liquides (résidus de Polyol, de MDI ou de solvants de nettoyage, purges de filtres machines),
- déchets solides (chutes de tapis, rebuts "in situ" et "absorbants"),
- déchets banals (papiers, plastiques, verres),
- palettes,
- cartons,
- fûts métalliques.

ARTICLE 6. - Bilan de fonctionnement

Le bilan de fonctionnement prévu à l'article 17.2 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé, élaboré suivant les dispositions définies par l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000, est communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées au plus tard le 31 décembre 2007.

Ce bilan est ensuite présenté tous les dix ans à compter de cette date.

ARTICLE 7. - Annulation et déchéance

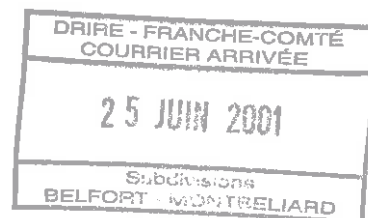
Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 8. - Permis de construire

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

ARTICLE 9. - Code du Travail

L'exploitant doit se conformer, par ailleurs, aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.



ARTICLE 10. - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 11. - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 12. - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la Société TREVEST.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de BROGNARD par les soins du Maire pendant un mois.

ARTICLE 13. - Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture du DOUBS, le Sous-Préfet de MONTBELIARD, le Maire de BROGNARD, ainsi que le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à :

- Conseils municipaux de ALLENJOIE, ETUPES, VIEUX CHARMONT et NOMMAY,
- Directeur Départemental de l'Équipement
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Directeur de la Protection Civile,
- Directeur Départemental du Service Incendie et de Secours,
- Directeur Régional de l'Environnement,
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté à Besançon – 21 b, rue Alain Savary – B.P. 1269 - 25005 BESANCON CEDEX,
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté - Subdivision du Pays de Montbéliard – Rue des Trois Réseaux 90400 DANJOUTIN.

Pour ampliation
Par délégation
Le Chef de Bureau,

Christine MONNIER



22 JUIN 2001

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre LAMBERT

Liste des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées dans l'enceinte de l'établissement

Repère	Description des installations	Rubrique de la nomenclature	Régime
Local approvisionnement et Atelier de production	Stockage de Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) - La quantité maximale de MDI est de 125 t	1158.2° ✓	A
	Stockage de polyol - La quantité maximale de polyol est de 120 m ³	2662.b ✓	D
Atelier de production	Fabrication de matières plastiques de type polyuréthane - La capacité maximale de production est de 19 t/j	2660.1° ✓	A
	Réemploi de matières plastiques par procédé exigeant des conditions particulières de température et de pression pour une production de 70,3 t/j	2661.1°.a ✓	A
	Réemploi de matières plastiques par procédé exclusivement mécanique pour une production de 80,6 t/j	2661.2°.a ✓	A
	Pulvérisation d'agent de démoulage - La quantité pulvérisée équivalente est de 310 kg/j répartie en quatre postes d'application [carrousel C4, carrousel C6, stadium (robot), stadium (manu)]	2940.2°.a ✓	A
Local compression	Installation de compression et de réfrigération fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, sans fluides inflammables ou toxiques d'une puissance de 390 kW	2920.2°.b ✓	D
Local réfrigération	Emploi de liquides organohalogénés pour le dégraissage - La quantité présente étant de 400 litres.	1175.2 ✓	D
	Atelier de charge d'accumulateurs d'une puissance de 51,2 kW	2925 ✓	D